

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala



N° 242

du 15 au 21 octobre 1987

POLITIQUE

L'URNG : La démilitarisation est le premier pas vers la démocratie Malaise dans l'armée

Un accord gouvernement-patronat

Le nouvel ambassadeur des USA arrive au Guatemala

L'ambassadeur itinérant des USA reçu par Cerezo

Les réfugiés ne reviendront pas.

INSURRECTION

38 pertes pour l'armée durant la trêve

Les insurgés occupent un village proche de la capitale

MOUVEMENT POPULAIRE

Constitution de la Centrale syndicale unitaire

DROITS DE L'HOMME

Le GAM ratifie la dénonciation contre les militaires

Trois paysans assassinés

Trois personnes enlevées

h°P 12315

POLITIQUE

L'URNG : LA DEMILITARISATION EST LE PREMIER PAS VERS LA DEMOCRATIE

Le démantèlement des diverses structures de répression et de contrôle de la population installées dans tous le pays par l'armée constitue le premier pas vers l'établissement d'une démocratie réelle au Guatemala. C'est ce qu'a assuré le 14 octobre à Madrid le commandant Rodrigo Asturias, membre du commandement général de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque, qui a conduit la délégation des insurgés lors de la réunion avec les représentants du gouvernement. Au cours d'une entrevue accordée au journal mexicain "La Jornada", Asturias a estimé que la résolution des problèmes graves qui affectent le Guatemala doit davantage être basée sur la formation sociale interne que sur les relations et conjonctures internationales ; ces dernières constituent pourtant l'axe principal de la politique mise en oeuvre par le gouvernement Cerezo.

Le représentant des insurgés a insisté sur la réalisation d'un dialogue national entre tous les secteurs sociaux et politiques guatémaltèques, en tant que voie pour concrétiser les pas en direction de la paix et de la démocratie.

MALAISE DANS L'ARMEE

Le général Arturo de la Cruz Gelpke, vice-ministre de la Défense, a reconnu le 15 octobre que le dialogue entamé à Madrid entre le gouvernement et les insurgés avait créé un malaise au sein des forces armées. Gelpke assurait l'intérim du poste ministériel en l'absence du général Hector Gramajo, en visite officielle à Taiwan.

Le même jour, le président Vinicio Cerezo a reconnu avoir perçu "l'inquiétude, mais pas la division, de l'armée" après les conversations de Madrid.

Sur ce même sujet, le général Manuel Antonio Callejas, chef d'état major du ministère de la Défense, a considéré que l'armée se refuserait à toute nouvelle réunion avec l'URNG car "il n'y a aucune raison de le faire".

Enfin, on a appris par Roberto Valle Valdizan, qui dirigeait la délégation gouvernementale à Madrid, que l'URNG avait interrogé le gouvernement sur la persistance des graves violations des droits de l'homme. Le premier vice-président du Congrès a fait savoir que la proposition des insurgés visant le retour des militaires dans les casernes ne serait pas acceptée.

UN ACCORD GOUVERNEMENT-PATRONAT

Le 15 octobre, le gouvernement et le Comité de coordination des associations agricoles, industrielles, commerciales et financières, (CACIF, représentant le patronat) se sont mis d'accord sur une trêve de 30 jours à propos des mesures envisagées par chacune des parties à la suite de l'approbation de la réforme fiscale.

Une commission technique sera chargée d'analyser techniquement et juridiquement les lois modifiant sept impôts et de présenter des propositions de modifications.

Lizardo Sosa, ministre de l'Economie, et Federico Linares, président de la Banque du Guatemala ont signalé que les lois approuvées par le Congrès à l'initiative du pouvoir exécutif présentent de nombreux défauts techniques.

LE NOUVEL AMBASSADEUR DES USA ARRIVE AU GUATEMALA

Le 19 octobre, la presse a annoncé l'arrivée dans le pays du nouvel ambassadeur des Etats-Unis, James Mitchell. Il remplace Alberto Martinez Piedra, nord-américain d'origine cubaine. Mitchell a été conseiller juridique du département d'Etat de 1977 à 1983 et sous-secrétaire adjoint aux affaires interaméricaines jusqu'en 1987.

L'AMBASSADEUR ITINERANT DES USA RECU PAR CEREZO

Le 15 octobre, Morris Busby, ambassadeur itinérant de l'administration Reagan en Amérique centrale, a été reçu par le président Cerezo. Selon l'information officielle, il s'agissait de faire le point sur l'état de réalisation du plan Esquipulas II.

Busby se déclare satisfait de l'exécution du plan et assure des efforts des Etats-Unis "pour que ce plan soit un succès, car nous avons des intérêts dans la région".

D'autre part, l'italien Flaminio Picolli, président de l'Internationale démocrate-chrétienne, s'est également entretenu avec le président Cerezo et avec de haut-fonctionnaires, notamment le ministre des Affaires étrangères Alfonso Cabrera.

LES REFUGIES NE REVIENDRONT PAS AU GUATEMALA

Le 18 octobre, la presse a fait savoir que 38 réfugiés guatémaltèques, qui avaient visité la semaine dernière les centres de réinsertion proposés par le gouvernement, n'ont pas accepté la proposition de retour au pays. Ils se sont déclarés déçus et ont préféré rester au Honduras, dans le camp El Tesoro.

Un groupe composé de 29 hommes, 8 femmes et d'un enfant de 10 ans a visité les camps mis en place par la Commission spéciale à l'intention des réfugiés (CEAR) dans les municipalités de Olopa, Morales, Los Amates, Santa Elena et Fray Bartolome de las Casas, ainsi que le domaine agricole La Carolina, localisés dans les départements Chiquimula, Izabal, El Peten et Alta Verapaz. Aucun de ces campements n'a emporté l'adhésion des visiteurs, en raison des mauvaises conditions de vie et du manque de terre à cultiver. Ils ont décidé de rester au Honduras, sous la protection du haut commissariat des nations unies pour les réfugiés.

INSURRECTION

38 PERTES POUR L'ARMEE DURANT LA TREVE

Le 16 octobre la radio Voz popular, organe de l'URNG, a fait savoir que 33 pertes au moins avaient été infligées à l'armée au cours de plusieurs affrontements armés provoqués par les forces gouvernementales, y compris durant la trêve conclue entre le gouvernement et les forces insurgées.

Les principaux combats ont eu lieu les 4, 5, 7 et 9 octobre dans le département de San Marcos ; un hélicoptère a été endommagé et plusieurs lance-grenades capturés par les insurgés. Les forces gouvernementales ont utilisé deux avions A 37 B de la force aérienne guatémaltèque.

LES INSURGES OCCUPENT UN VILLAGE PROCHE DE LA CAPITALE

La presse du 15 octobre a informé de l'occupation par les insurgés du chef-lieu de la municipalité de San Pedro Yepocapa, dans le département de Chimaltenango, à 40 km de la capitale. Un meeting politique s'est tenu avec la population. Plus d'une centaine d'insurgés a dialogué avec les habitants à propos des actions du gouvernement civil et du rôle de l'armée, ainsi que sur la crise économique. Les unités insurgées ont par ailleurs occupé les 17 et 18 octobre, deux tronçons de la route panaméricaine, dans la juridiction du village Chupol, département du Quiché et sur la route reliant le chef-lieu du Huehuetenango à la municipalité Santa Cruz Barillas ; des meetings politiques y ont été tenus.

MOUVEMENT POPULAIRE

CONSTITUTION DE LA CENTRALE SYNDICALE UNITAIRE

Le 14 octobre, Ismael Barrios, secrétaire général de la Fédération centrale des travailleurs du Guatemala (FECETRAG), a fait savoir que 95% des syndicats légaux du pays s'étaient ralliés à la Coordination syndicale unitaire (COSU).

La Coordination générale des travailleurs (CGT), la Fédération syndicale des employés de banque et des assurances (FESEBS), l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSITRAGUA), l'Unité syndicale des travailleurs de l'Etat (UNSTE), la Coordination des paysans de la frange transversale du Nord, la Fédération nationale des travailleurs municipaux (FENATRAM) et la FECETRAG font partie de la nouvelle centrale unitaire.

Dans sa première déclaration publique, diffusée par la presse le 15, la COSU exprime son appui aux "premières mesures" de réajustement fiscal, mais signale que celles-ci "ne répondent pas aux vrais besoins du peuple". La centrale a l'intention de veiller à ce que des lois, des règlements et des actions empêchent le transfert sur le consommateur.

Selon la COSU, le peuple guatémaltèque doit prendre conscience que "ni le gouvernement, ni le CACIF, ni les partis politiques ne défendront ses véritables intérêts" ; cette défense et la revendication "constante et permanente" revient aux organisations populaires naturelles de la classe, créant ainsi le véritable pouvoir social du peuple.

Armando Bravo, secrétaire de leur syndicat a fait savoir que les employés de la direction générale des douanes (ministère de l'Intérieur) sont en grève depuis le 17 en signe de protestation contre le licenciement de plus de 100 des leurs, principalement des techniciens. Les destitutions auraient pour but d'installer à ces postes des membres de la démocratie-chrétienne guatémaltèque. L'arrêt de travail touche tous les postes frontaliers et l'aéroport international La Aurora.

Le 19, Julio Santos, porte-parole gouvernemental a annoncé la résolution prochaine du conflit, le gouvernement ayant proposé la réintégration des employés soumis au préalable à une enquête.

DROITS DE L'HOMME

LA GAM RATIFIE LA DENONCIATION CONTRE LES MILITAIRES

Nineth de Garcia, présidente du Groupe d'appui mutuel (GAM) aux familles de disparus s'est présentée le 17 devant le tribunal de première instance pour ratifier le contenu d'une dénonciation présentée par le GAM. 7 officiers et 11 éléments de la section de renseignements (G-2) de l'armée sont accusés de multiples violations des droits de l'homme : enlèvement, violation de domicile, vols et violations de la Constitution.

TROIS PAYSANS ASSASSINES

Selon les informations de la presse diffusées le 15 octobre, trois paysans ont été assassinés entre les 13 et 15 dans les municipalités Villa Canales, Jerez et au 243^e km de la route menant à San Marcos, dans les départements de Guatemala, Jutiapa et San Marcos. Coronado Chete Ramos, 87 ans, a été tué à Villa Canales, Timoteo Flores Mora à Jerez et une victime non identifiée à San Marcos.

TROIS PERSONNES ENLEVEES

Micaela Carrera a dénoncé le 14 l'enlèvement de sa fille, Telma Perez Carrera, par des effectifs militaires dans le 3^e district de la capitale. Miguel Angel, son fils, a été enlevé il y a 6 ans et est toujours porté disparu. Juan José Ocana Paiz a dénoncé l'enlèvement de sa fille Mayra, 13 ans, le 14 octobre au matin par un groupe d'inconnus dans le 5^e district de la capitale.

Le commerçant Pedro Antonio Gonzalez a été enlevé par cinq hommes non identifiés qui l'ont forcé à descendre de son véhicule dans une rue de la municipalité de Mixco, dans le département de Guatamala. La dénonciation a été rendue publique le 17 octobre.